

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :
23/02/2021

Dossier complet le :
23/02/2021

N° d'enregistrement :
2021-10778

1. Intitulé du projet

Défrichement de 1.3 Ha pour construction d'un bâtiment pour une entreprise de chaudronnerie

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom LEROUX

Prénom Benjamin

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

RCS / SIRET

Forme juridique

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
47a	défrichement de 1.3Ha en vue de reconversion des sols

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Défrichement de 1.3Ha en vue de construction d'un bâtiment type "industriel"

Sol actuellement nu (sauf présence de quelques jeunes chênes qui seront conservés).

4.2 Objectifs du projet

Je gère actuellement une entreprise de réparation et fabrication de machines agricoles.

Je souhaiterais construire le bâtiment dans cette zone car j'ai besoin d'essayer les machines agricoles nouvellement construites sur l'exploitation agricole familiale à proximité

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Le projet débiterait idéalement sur fin d'année 2021, par le terrassement du terrain, travaux d'amenée d'électricité, édification d'une clôture autour du terrain et construction du bâtiment.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Le bâtiment d'une surface comprise entre 1000 et 2000m², devrait comporter une toiture photovoltaïque

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

La Mairie de Sore a fait une demande de distraction du régime forestier sur cette parcelle.

La Mairie s'engage à rembourser les aides reçues pour aider au reboisement suite à la tempête Klaus.

Le projet sera soumis à une demande de défrichement auprès de la DDTM.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Zone clôturée de 1.3Ha	Ha (hectare)
Batiment d'une superficie comprise entre 1000 et 2000m ²	m ² (mètre carré)

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

parcelle BL N° 198
route de Trounquet 40430 SORE

Coordonnées géographiques¹

Long. - 0° 6' 8" 19" 89 Lat. 44° 3' 1' 89" 82

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ___ ° ___ ' ___ " ___ Lat. ___ ° ___ ' ___ " ___

Point d'arrivée :

Long. ___ ° ___ ' ___ " ___ Lat. ___ ° ___ ' ___ " ___

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui

Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui

Non

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	situé dans le parc naturel régional des Landes de Gascogne
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Terrain soumis au risque feu de forêt (mise en place d'une bande prescriptive de 12m)
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Atelier de chaudronnerie

	<p>Engendre-t-il des odeurs ?</p> <p>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des vibrations ?</p> <p>Est-il concerné par des vibrations ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des rejets dans l'air ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions	<p>Engendre-t-il des rejets liquides ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des effluents ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à Sore

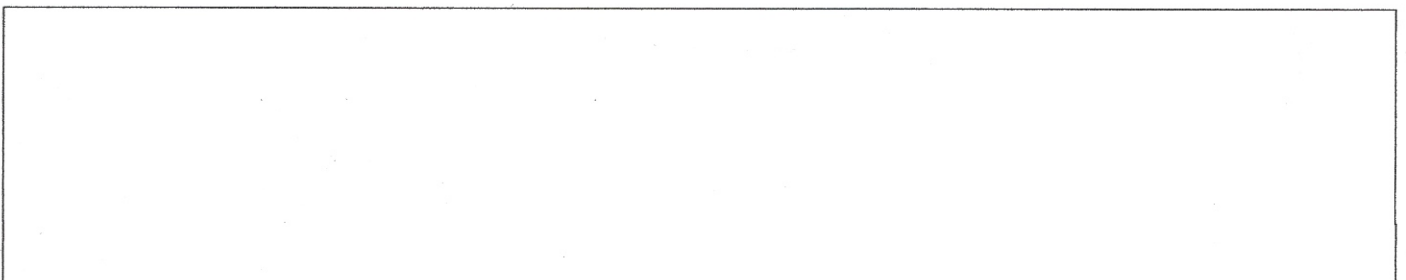
le, 22/02/2021

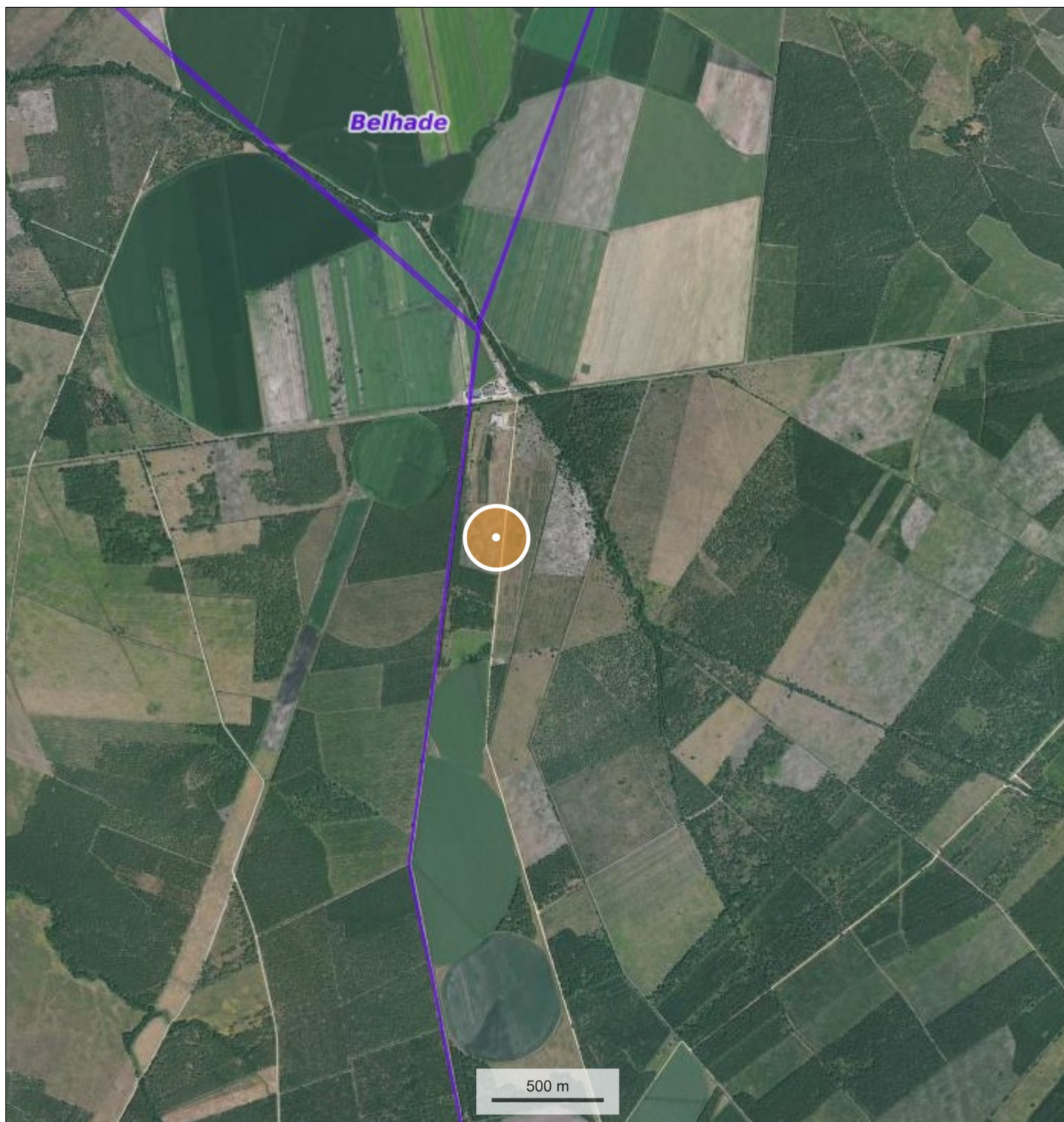
Signature

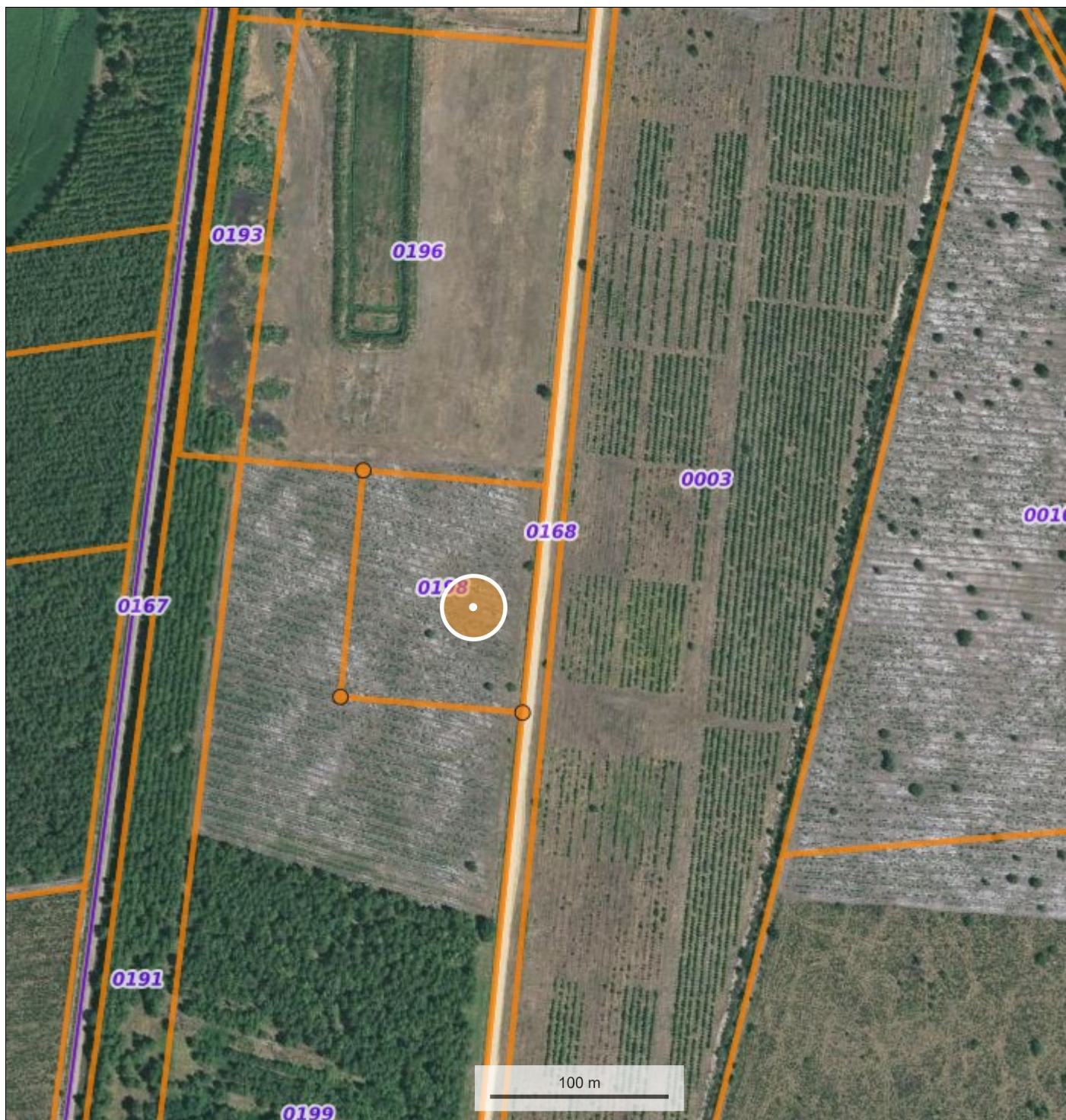
LEROUX B.

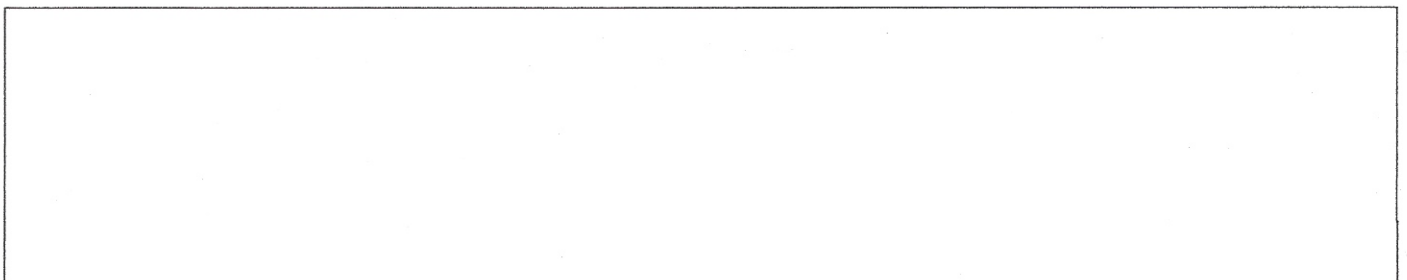
Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

plan du projet de batiment











1



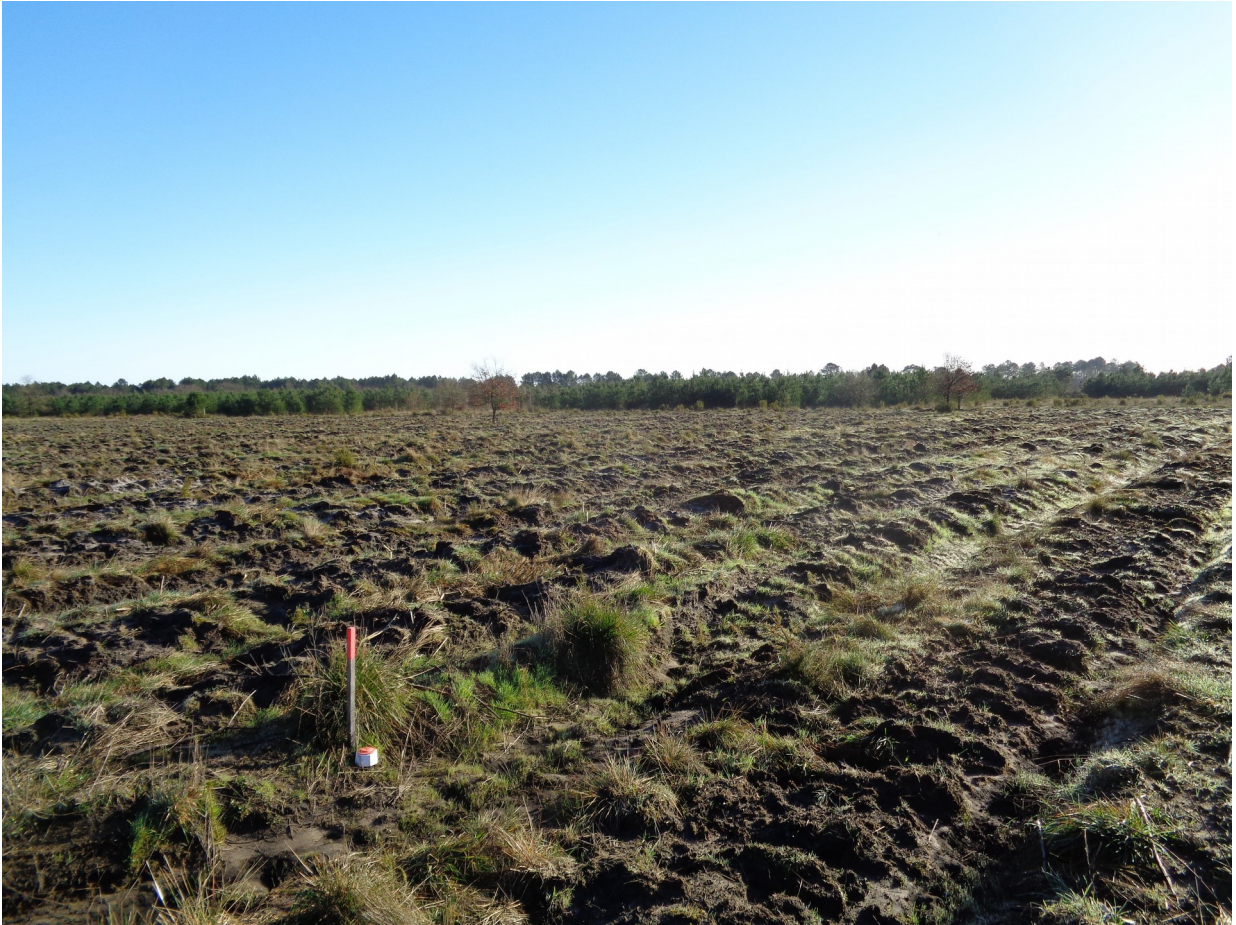
2



3



4



5



6





PRÉFÈTE DES LANDES

Direction Départementale des Territoires
et de la Mer

Mont-de-Marsan, le 29 MAI 2020

Service Nature et Forêt

Bureau Foncier Forestier/Protection de la Forêt

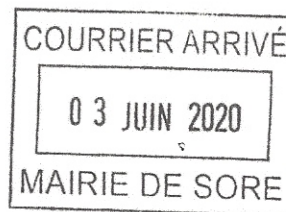
Affaire suivie par : Serge NINOSQUE

Tél : 05 58 51 31 57

Mèl : ddtm-snf@landes.gouv.fr

2020-357

Monsieur le maire,



Par courrier en date du 9 octobre 2019, vous m'avez adressé une « demande motivée de dérogation exceptionnelle des aides publiques » suite au dépôt d'un dossier d'enquête préalable à une demande d'autorisation de défrichement. Il s'agit du projet d'installation d'une entreprise de matériel agricole « SAS AGRI TECHNI CONCEPT représentée par Monsieur Benjamin LEROUX » sur une surface de 1ha 30a 00ca sis sur la commune de SORE.

Conformément à l'article L. 341-3 du code forestier, je vous informe que la réalisation de ce projet reste soumise à autorisation préalable de défrichement.

La parcelle section BL n°197p appartient à la commune en zone UI du PLU et relève du régime forestier. Elle est incluse pour une surface de 1ha 30a 00ca dans une demande d'aide aux travaux de nettoyage et à la reconstitution des peuplements forestiers sinistrés par la tempête du 24 janvier 2009.

Le dossier n° CHA14D040 000213 a bénéficié d'un solde de l'attribution de l'aide aux travaux de nettoyage le 21/05/2015. Le dossier n° CHA16D040 000102 a bénéficié d'une avance le 22/02/2018 et d'un acompte le 14/06/2018 de l'attribution de l'aide aux travaux de reconstitution.

Le bénéfice d'aides publiques est un motif de refus d'une demande de défrichement, au sens de l'article L341-5 alinéa 7° du code forestier (valorisation des investissements publics). Néanmoins, certaines dérogations exceptionnelles peuvent être accordées par l'autorité administrative sur demande motivée.

Les éléments présentés dans l'argumentaire joint à votre courrier correspondent aux cas exceptionnels pouvant être retenus. Votre demande étant recevable, je n'opposerai pas de refus sur ce motif à votre demande de défrichement que je vous invite à déposer. Néanmoins, l'autorisation de défrichement sur la parcelle section BL n°197p déclenchera le processus de remboursement des aides publiques octroyées au prorata de la surface concernée. Préablement je vous invite à contacter l'ONF pour la demande de distraction du régime forestier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour La préfète, Le secrétaire général, sous-préfet de l'arrondissement de Mont-de-Marsan

Loïc GROSSE

Monsieur Vincent GELLEY
Maire de SORE
339 Route Brousta
40430 SORE

Vu la loi r
fonction pu
Après en a
APPROUV
Syndicat d
AUTORIS
DIT que ce
Modalités
Cassage b
Armature :
DIT que c
le Tribuna
délibératio

Bonjour Monsieur LEROUX

Tel que convenu avec M. le Maire, voir
l'état de procès verbal du Conseil Municipal
du 27 janvier 2019

Cordialement,

Marie Lesclapart

tives à la
Sore et le
e m2
stratives
présente

VENTE PINS 2019

Le Conseil Municipal

Conformément aux propositions du programme d'assiette des coupes de l'année 2019 établi par l'ONF

DECIDE d'approuver la proposition du programme d'assiette des coupes de l'année 2019, annexée à la présente.

Toutes les coupes inscrites à l'état d'assiette seront mises en vente sur pied par l'Office National des forêts.

CHARGE Monsieur le Maire de signer toutes pièces utiles.

VENTE PARCELLE (LEROUX) et AUTORISATION DE DEMANDE DE DEFRIQUEMENT

* Vente parcelle

Considérant la demande formulée par Monsieur Benjamin LEROUX, sollicitant l'achat d'une parcelle d'environ 1 hectare 30 ares pour installer son entreprise

Considérant que cette parcelle, cadastrée BL 197 est classée en zone UI au PLU

Le Conseil Municipal, DECIDE

- de vendre la parcelle BL 197 p, classée en zone UI, d'environ 1 hectare 30 ares au prix de 3250 € à Monsieur Benjamin LEROUX

- que les frais ci-après seront à la charge de l'acheteur

* frais de viabilisation de cette parcelle

* frais de document d'arpentage

* taxe de défrichage, dont la demande sera portée par l'acheteur et frais annexes au dossier

* frais notariés

ACCEPTTE de signer un sous seing précisant que la vente ne sera effective qu'après obtention de l'autorisation de défricher et du permis de construire

CHARGE Maître BEAUTEMPS, notaire à SORE, de dresser le sous seing, puis l'acte, les frais notariés restant à la charge de l'acheteur

* Autorisation de demande de défrichement

En application de l'article 1301-1 du code de l'urbanisme et de l'article 1311-1 du code forestier, le Maire expose au Conseil Municipal que dans le cadre du projet d'installation d'une entreprise de chaudronnerie et réparation de matériel agricole.

Il est nécessaire de procéder au défrichement d'environ 1 hectare 36 a sur la parcelle communale BL 197p

Cette parcelle est classée en zone UI du PLU et elle est assujettie à l'ONF

Elle sera distraite de la liste des parcelles dont la gestion est confiée à l'ONF et sera remplacée par les parcelles cadastrées AV 31 et AV 32, soit au total 1 hectare 36 a 96 ca.

M. Benjamin LEROUX procédera ensuite à la demande d'autorisation de défrichement au nom de la commune de SORE

Le Maire demande donc à l'assemblée d'autoriser M. Benjamin Leroux à procéder à la demande d'autorisation de défrichement au nom de la Commune de Sore

Le Maire demande donc à l'assemblée d'autoriser à signer toutes les pièces nécessaires à cette demande d'autorisation de défrichement.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité

APPROUVE la demande de défrichement exposé ci-dessus

AUTORISE M. Benjamin Leroux à procéder à la demande de défrichement au nom de la commune de SORE

AUTORISE le maire à signer toutes les pièces nécessaires à cette demande d'autorisation de défrichement

AUTORISATION D'ENGAGEMENT, DE LIQUIDATION ET DE MANDATEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN 2019 ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2019

Dans l'attente du vote du budget 2019 et considérant que les restes à réaliser 2018 sur certains chapitres budgétaires d'investissement pourraient être insuffisants, une autorisation d'engagement et de mandatement en 2019 est proposée pour le lancement de certains travaux

Les chapitres concernés sont les suivants :

204 – Subventions d'équipement

21 – Immobilisations corporelles

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.1612-1

Vu la loi n°96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier permettant l'autorisation d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses d'investissement, dans l'attente du vote du budget primitif 2019

Vu l'instruction codificatrice n°06-021-M14 du 5 avril 2006 relative à l'instruction budgétaire et comptable applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux

Considérant que l'assemblée délibérante doit autoriser l'exécutif de la collectivité à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, conformément aux dispositions de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales, jusqu'à l'adoption du vote du budget primitif 2019, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.